L'héritage toxique des miniÃ"res explose

Dossier de

de /> la rédaction de H2o March 2020

En matiÃ"re de restauration des sites miniers abandonnés, les années se suivent et se ressemblent au Québec. Alors que la facture estimée pour l'État a été multipliée par trois en 10 ans, Le Devoir a constaté que le gouvernement t toujours à investir les sommes substantielles nécessaires pour venir à bout d'un héritage toxique qui risque de coûter plus d'un milliard de dollars aux contribuables québécois.

Dans un rapport particulià rement sà và re sur la gestion du secteur minier par le gouvernement du Quà bec, le Và vã rificateur gà nà vait mis en lumià re dà s 2009 l'ampleur de la facture qui devrait à tre assumà pour dà contaminer et restaurer les sites miniers abandonnà par l'industrie au fil des dà cennies. Cette premià re estimation, qui faisait à ta de coà sts de 264 millions de dollars, a par la suite explosà au fil des ans, au fur et à mesure que les travaux des experts du gouvernement permettaient de prà ciser l'ampleur du passif environnemental à sa charge. Et malgrà des investissements de plus de 165 millions de dollars depuis une dà cennie, la facture n'a tout simplement pas diminuÃ. Pire, selon une mise à jour transmise au Devoir par le ministà re de l'à nergie et des Ressources naturelles, elle est aujourd'hui à valuà e à 1,2 milliard de dollars. Le ministà re a prà cisà que ce montant comprend des sites qui sont concrà tement à la charge de l'à tat, mais aussi des sites pour lesquels le gouvernement "pourrait avoir à agir à tant donn le statut financier prà caire des responsables". Impossible, cependant, d'avoir un portrait prà cis pour ces derniers. Chose certaine, le passif là guà par l'industrie minià re au fil des dà cennies passà es est majeur. Selon les donnà es les plus à jour, on compte 223 sites d'exploration minià re abandonnà s, ainsi que 221 sites d'exploitation. On en retrouve plusieurs en Abitibi, en Outaouais et en Estrie, dont bon nombre sont à à valuer pour và eigrifier l'ampleur des travaux à venir.

Un "plan d'action" a aussi été préparé par un groupe de travail constitué de "professionnels" des ministÃ"res et organismes responsables de réhabiliter les terrains contaminés "en vue d'optimiser les efforts du gouvernement". Ce plan d'action prévoit, notamment, l'élaboration d'un cadre de référence afin d'harmoniser la gestion des terrains contaminés. "La restauration est beaucoup trop lente et tout le processus manque de transparence", déplore Marc Nantel, porte-parole du regroupement Vigilances mines Abitibi-Témiscamingue. Pendant ce temps, ajoute-t-il, certains sites laissent fuir des résidus acides qui contaminent le territoire avoisinant et les cours d'eau. Un point de vue partagé par le porte-parole de MiningWatch Canada, Ugo Lapointe. Selon lui, en tardant à venir à bout de l'ensemble des sites contaminés, le gouvernement risque aussi de se retrouver avec une facture encore plus élevée. "On poursuit toujours la "caractérisation" de l'ensemble des sites. Donc, en clair, on ne comprend pas encore complÃ"tement la situation. Et par expérience, on sait que les coûts explosent lorsqu'on arrive à l'étape de la restauration des sites. La facture de 1,2 milliard n'est donc qu'une estimation du montant total, qui pourrait trÃ"s bien être plus élevé."

444, c'est le nombre de sites miniers d'exploration et d'exploitation abandonnés qui ont été répertoriés à ce jour. Carte des sites miniers abandonnés - Énergie Ressources naturelles Québec Â

Alexandre Shields - article intégral publié par Le Devoir Â Â

Photo extraite du film de Richard Desjardins et Robert Monderie, Trou Story, l'image montre un parc à résidus miniers orphelin, que l'État (donc les contribuables) doit prendre en charge pour restaurer le site - Office national du film du CanadaÂ

Â

ÂÂ